



Projet SEPA

Au cours de la réunion du 17 décembre 2009, le Comité national SEPA (Espace unique de paiement en euros) a fait le point de l'avancement de la migration à SEPA en France. Il a pris connaissance des importants travaux réalisés par l'administration dont les premiers résultats en termes d'émission de virements SEPA se feront sentir au début de l'année 2010.

Le Comité national a pris bonne note des conclusions du Conseil des ministres de l'Economie et des Finances européens du 2 décembre 2009 en faveur de la fixation de dates de fin de migration au niveau européen.

Par ailleurs, le Comité national poursuit les travaux de préparation nécessaires au lancement du prélèvement SEPA en France pour 2010, comme il s'y était engagé au cours de sa réunion d'avril 2009.

INFORMATIONS BANCAIRES ET FINANCIERES GENERALES

Conseil de surveillance et Comité économique et consultatif de l'IEDOM

Le Conseil de surveillance de l'IEDOM s'est réuni le 14 décembre 2009 à Pointe-à-Pitre (Guadeloupe) sous la présidence de M. Christian Noyer, gouverneur de la Banque de France, et en présence de M. Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM.

Cette réunion est la première organisée conformément aux dispositions de la loi n° 2009-594 du 27 mai 2009. Le Conseil a fait le point sur le fonctionnement de l'IEDOM depuis le début de l'année. Le Conseil a par ailleurs examiné l'exécution du budget pour 2009 et a adopté le projet de budget pour 2010.

Le 15 décembre, le Comité économique consultatif de l'IEDOM, institué par la loi précitée, a tenu sa première réunion sous la présidence d'Yves Barroux, directeur général de l'IEDOM. Le Comité, qui comprend un représentant de chacune des collectivités d'outre-mer appartenant à la zone euro ainsi que trois membres représentant respectivement le ministère chargé de l'outre-mer, le ministère de l'économie, de l'industrie et de l'emploi et la Banque de France, a procédé à un examen de la situation économique, monétaire et financière de chacune des collectivités. Au cours de cette réunion, l'activité des établissements de crédit a fait l'objet d'un examen approfondi, notamment en ce qui concerne les conditions d'exploitation bancaire en 2008 et l'évolution du coût du crédit aux entreprises et aux ménages. Le Comité a ensuite tenu une réunion élargie, à laquelle participaient les principaux responsables économiques et financiers de la Guadeloupe, au cours de laquelle ont été examinés l'environnement économique international, l'évolution de la conjoncture économique dans la zone euro et en métropole ainsi que la situation et les perspectives de développement de l'économie guadeloupéenne.

Régulation du système financier

Mme Christine Lagarde, ministre de l'économie, de l'industrie et de l'emploi a présenté au Conseil des ministres du 16 décembre 2009 un projet de loi de régulation bancaire et financière. Préparé à la demande du Président de la République, ce projet vise à mettre en œuvre les décisions du G20 de Pittsburgh au niveau national.

Le texte déposé à l'Assemblée nationale est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :
<http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/projets/pl2165.pdf>

Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme

La Commission bancaire et la cellule Tracfin (Traitement du renseignement et actions contre les circuits financiers clandestins) ont publié les lignes directrices conjointes sur la déclaration de soupçon. Ces lignes directrices expliquent les textes en vigueur sur la déclaration de soupçon ainsi que les attentes de la cellule et du superviseur dans ce domaine. Elles tiennent compte de l'extension du champ déclaratif, notamment de l'intégration de la fraude fiscale instaurée par l'ordonnance du 30 janvier 2009.

Ces lignes directrices ont fait l'objet d'une concertation préalable à leur adoption avec les associations professionnelles des organismes financiers.

Le document est disponible en téléchargement à l'adresse suivante :

http://www.banque-france.fr/fr/supervi/telechar/supervi_banc/20091215-lignes-directrices-conjointes-commission-bancaire-et-tracfin.pdf

LODEOM : Communiqué du ministère de l'Outre-mer

La Commission européenne a donné son accord à la mise en œuvre des dispositions de la LODEOM (loi pour le développement économique des outre-mer) relatives aux zones franches d'activité, aux exonérations de charges sociales et à l'investissement pour le logement social.

Publications CEROM

Compte satellite du tourisme à La Réunion 2005

La note n° 9 réalisée conjointement par l'IEDOM et l'INSEE est disponible en téléchargement sur notre site Internet (www.iedom.fr) page Publications de l'agence de La Réunion.

Publications de l'IEDOM

Les effets économiques de la crise sociale aux Antilles au premier trimestre 2009

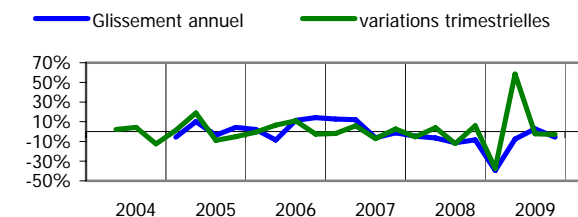
La note de l'Institut d'émission de novembre 2009 et la note expresse n° 64 réalisées par le siège de l'IEDOM sont disponibles en téléchargement sur notre site Internet (www.iedom.fr) rubrique Observatoire et financier - publications thématiques et sectorielles.

SUIVI DE PLACE ET ACTIVITES DE L'INSTITUT

BTP fin 2009 : les signes de reprise toujours attendus

A fin décembre, en Guadeloupe, la consommation de ciment a diminué de 4,5 % par rapport au mois précédent. L'évolution trimestrielle est également négative (-2,9 % à fin décembre) et s'est détériorée par rapport au trimestre précédent (-2,2 % à fin septembre). Au total, pour l'année 2009, les ventes cumulées de ciment atteignent 231,97 milliers de tonnes et enregistrent un repli de 12,8 % par rapport à 2008. Dans le détail, les ventes de ciment en sac diminuent de 7,7 % tandis que celles en vrac se replient de 16 % par rapport à 2008. Même si de grands projets ont été recensés, avec notamment des investissements conséquents en matière de bâtiments publics et de logements sociaux, leur exécution tarde encore à se faire ressentir.

Evolution de la consommation de ciment

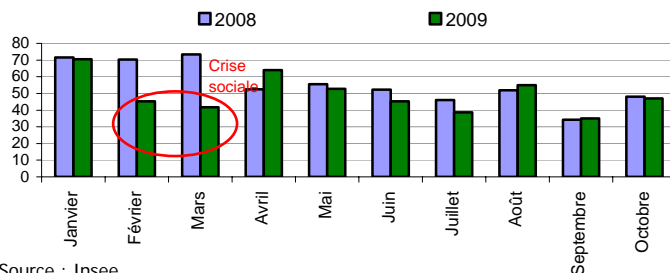


Source : Ciments Antillais

Tourisme : début de haute saison en demi-teinte

Au mois d'octobre, alors que les hôteliers affichent des taux de remplissage comparable à la moyenne de ces trois dernières années (47 % en octobre 2009, contre 46 % en moyenne entre 2006 et 2008), le nombre de nuitée chute à 49 000 contre 68 000 nuitées un an auparavant (soit - 28 % sur un an), en lien avec une réduction de l'offre de chambres (75 000 en octobre 2009 contre plus de 90 000 en 2007 et 2008).

Evolution des taux d'occupation des hôtels



Source : Insee

Le nombre de passagers à l'aéroport Pôle Caraïbe poursuit sa baisse sur un an (-3,4 % au mois de novembre, contre -2,8 % en octobre). De son côté, le trafic de passagers de croisière est bien orienté depuis le début de la saison 2009-2010 en octobre dernier.

Le nombre de croisiéristes s'établit à 6 453 à fin novembre, en progression de 2,0 % par rapport à la même période en 2008. En cumul depuis le début de l'année, la plupart des indicateurs reflétant l'activité touristique sont en retrait en raison de la chute brutale de l'activité au cours du premier trimestre.

Incidents de paiement sur effet en 2009 : stabilisation en nombre et baisse en montant

Au mois de décembre 2009, 141 impayés sur effets de commerce ont été recensés en Guadeloupe par la Centrale des Incidents de Paiements sur Effet (CIPE) de la Banque de France, soit une hausse de 8,5 % par rapport au mois précédent. Pour ce même mois, la progression en valeur de l'ensemble des incidents est de 33,2 %, pour un montant de 1 844 milliers d'euros. Par rapport à décembre 2008, les incidents de paiement sont en baisse en nombre (-14,5 %) alors qu'ils augmentent en valeur (+7,6 %). Sur le plan sectoriel, les entreprises de la construction et de l'agriculture ont le plus contribué à cette augmentation.

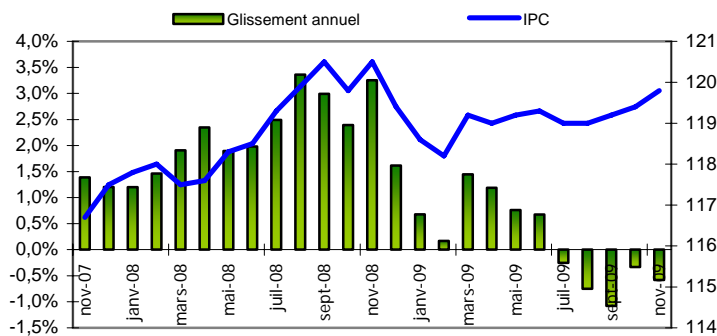
Sur l'année 2009, ce sont 1 743 incidents de paiement sur effet de commerce qui ont été recensés, soit une légère baisse en nombre de 0,3 % par rapport à 2008. Le montant des incidents de paiement diminue de 18,3 % pour s'établir à 18 995,2 milliers d'euros. Cette évolution traduit à la fois un tassement de l'activité des entreprises et des tensions de trésorerie.

Inflation annuelle toujours orientée à la baisse

L'indice des prix à la consommation enregistre une hausse de 0,3 % à fin novembre par rapport au mois précédent. Sur un an, les prix poursuivent leur tendance baissière (-0,6 %), sous l'effet principalement de la baisse des prix de l'énergie (-19,7 %). Hors énergie, l'indice des prix aurait augmenté de 1,7 %.

Evolution de l'indice des prix

(variations en % : éch. gauche - Indice : éch. droite)



Source : Insee

Entre octobre et novembre, les prix de l'alimentation s'inscrivent en hausse de 0,6 % portés par l'augmentation du prix des produits frais (+1,8 %). Les prix des services affichent une hausse de 0,3 % en raison notamment de la hausse des prix du transport (+2,7%). L'indice du tabac et celui de l'énergie restent stables.

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Prix des carburants : hausse de 4 centimes au 1^{er} janvier 2010

A l'issue de la réunion de l'Observatoire des Prix et des Revenus de la Guadeloupe qui s'est tenue le 30 décembre 2009, le Préfet Jean Fabre a annoncé une hausse des prix du carburant de 4 centimes au 1er janvier 2010. Le sans-plomb passe ainsi de 1,14 euros à 1,18 euros et le gazole de 0,95 euros à 0,99 euros. Le Préfet a rappelé que le dégel progressif des prix des carburants était nécessaire pour se rapprocher de la réalité économique de l'augmentation du prix du pétrole brut sur le marché mondial. Au cours du même mois, le Ministre chargé de l'Outre-mer, Marie-Luce Penchard, annonçait le démarrage d'une nouvelle étude sur les carburants dans les départements français d'Amérique. Celle-ci serait menée par l'Agence nationale des conditions de travail (ANACT).

Point sur la médiation de crédit en Guadeloupe

Au 4 janvier 2010, 97 entreprises ont saisi la médiation départementale du crédit depuis la mise en place du dispositif en novembre 2008. 62 dossiers complets et respectant les critères de la médiation ont été acceptés, soit un taux d'éligibilité de 64 %. Parmi ces dossiers, 40 ont été instruits jusqu'à terme, dont 19 ayant obtenu un avis favorable sur l'obtention d'un financement. Le taux de succès sur la phase d'instruction s'établit ainsi à 47,5 %. Depuis son lancement en Guadeloupe, le dispositif de médiation a permis de débloquer 14,2 millions d'euros de crédit (hors écrasement des dettes) et de préserver 1 534 emplois. Pour toutes infos: <http://www.mediateurducredit.fr>, ou mediation.credit.971@iedom-guadeloupe.fr, tél : 0800 111 971 (prix d'un appel local).

Les magasins Match changent d'enseigne

La Holding SESG (Société d'exploitation des supermarchés de Guadeloupe) est le nouveau propriétaire des 7 supermarchés Match de Guadeloupe. Ces derniers cherchaient acquéreurs depuis la fin du mois d'octobre, date à laquelle le groupe SISB, exploitant des supermarchés Cora, Match, Leader Price et Ecomax aux Antilles-Guyane, annonçait son départ de la région pour des raisons financières. Les supermarchés Match changeront d'enseigne et deviendront des « Super U ». Les deux supermarchés Cora (Le Gosier et Basse-Terre) n'ont pas trouvé acquéreur à ce jour.

Les projets de la collectivité régionale en 2010

La dernière assemblée plénière de la Région pour l'année 2009 s'est tenue le 21 décembre. Dans son discours aux élus, le président de Région a détaillé les orientations budgétaires 2010 de la collectivité régionale. Ces dernières mettent l'accent sur la relance de l'économie par la commande publique et prévoient, par ailleurs, des mesures visant la formation des jeunes.

Publications

Le bulletin trimestriel de conjoncture financier n° 141 portant sur le troisième trimestre 2009 ainsi que la note expresse n°64 de l'IEDOM traitant de l'impact de la crise sociale aux Antilles sont disponibles. Les publications de l'Institut sont téléchargeables gratuitement sur le site Internet www.iedom.fr

ACTUALITE REGIONALE

Baisse des tarifs douaniers pour les bananes sud-américaines

L'Union européenne (UE) et les pays d'Amérique latine ont paraphé le 15 décembre 2009 un accord sur la banane. Dans ce cadre, l'UE a accepté de réduire progressivement ses tarifs d'importation sur les bananes en provenance d'Amérique Latine, qui passeront de 176 euros à 114 euros la tonne sur une période de sept ans. L'UE a également proposé de mobiliser jusqu'à 200 millions d'euros pour les principaux pays ACP exportateurs de bananes afin de les aider à s'adapter à une concurrence accrue en provenance d'Amérique latine.

PRINCIPAUX INDICATEURS

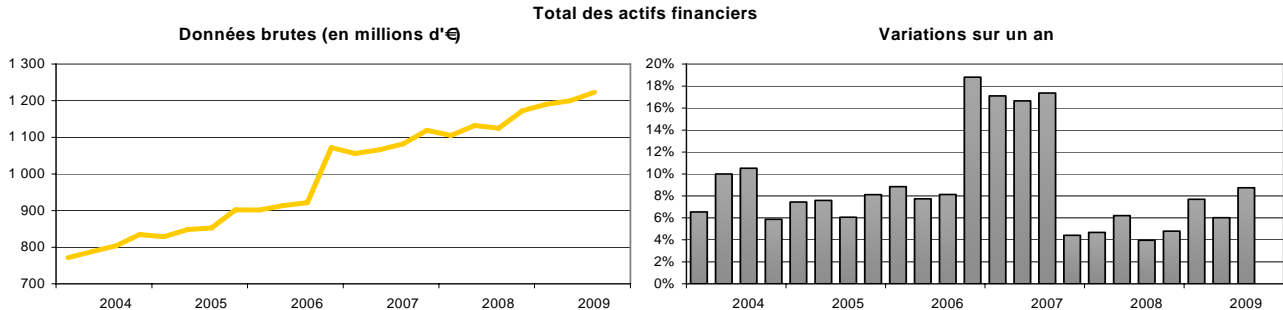
| | | Données brutes | Var. Mens. | Gliss. Ann. | |
|---|--|-------------------------|------------|-------------|------|
| REFERENCE | Indice des Prix à la consommation - Novembre 2009 | 119,8 | 0,3% | -0,6% | |
| | Nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A - Novembre 2009 | 51 510 | 0,8% | 12,0% | |
| | Commerce extérieur - chiffres provisoires | | | | |
| | Exportations - (millions €) - Octobre 2009 | 10,2 | 44,4% | -17,4% | |
| | - Cumul annuel | 122,1 | - | -12,6% | |
| | Importations - (millions €) - Octobre 2009 | 143,1 | 3,0% | -29,5% | |
| | - Cumul annuel | 1 434,1 | - | -25,8% | |
| | Consommation d'électricité - GWh - Novembre 2009 | 148,2 | -1,1% | 9,3% | |
| | - Cumul annuel | 1 538,6 | - | 1,2% | |
| | Consommation d'électricité moyenne tension - GWh - Novembre 2009 | 36,7 | -3,3% | 0,1% | |
| - Cumul annuel | 398,1 | - | -3,0% | | |
| VULNERA - BILITE | - Nombre de personnes physiques en interdit bancaire - Décembre 2009 | | | | |
| | | 23 085 | -1,1% | -2,1% | |
| | - Nombre de dossiers de surendettement déposés - Décembre 2009 | | | | |
| | | 25 | 0,0% | -10,7% | |
| | - Cumul annuel | | | | |
| | | 292 | - | -16,3% | |
| | - Incidents de paiement sur effet - Décembre 2009 | - Montant en milliers € | 1 844,1 | 33,2% | 7,6% |
| - Cumul | | 18 995,2 | - | -18,3% | |
| - Nombre | | 141 | 8,5% | -14,5% | |
| - Cumul | | 1743 | - | -0,3% | |
| - Nombre de retraits (confiscations) de cartes bancaires - Décembre 2009 | | | | | |
| | 419 | 10,3% | -1,9% | | |
| - Cumul annuel | | | | | |
| | 4963 | - | 24,3% | | |
| SECTEURS D'ACTIVITE | Trafic aérien | | | | |
| | Trafic aérien portuaire | | | | |
| | Nombre de passagers - (entrées + sorties) - Novembre 2009 | | | | |
| | | 126 048 | 9,0% | -3,4% | |
| | - Cumul annuel | | | | |
| | | 1 563 415 | - | -10,4% | |
| | Nombre de mouvements d'avions - (atterrissages + décollages) - Novembre 2009 | | | | |
| | | 2 076 | 4,6% | -6,2% | |
| | - Cumul annuel | | | | |
| | | 23 324 | - | -15,2% | |
| Trafic portuaire (Cumul annuel) - chiffres provisoires | | | | | |
| - Trafic net de marchandises (entrées + sorties) - Tonnes - Novembre 2009 | | | | | |
| | 2 581 570 | - | -15,9% | | |
| - Nombre de passagers (entrées + sorties) - Novembre 2009 | | | | | |
| | 651 640 | - | -9,8% | | |
| Automobile | | | | | |
| Nombre d'immatriculations de véhicules de tourisme neufs - Novembre 2009 | | | | | |
| | 1 055 | 12,7% | 12,8% | | |
| - Cumul annuel | | | | | |
| | 12 109 | - | -7,3% | | |
| Nombre d'immatriculations de véhicules utilitaires neufs - Novembre 2009 | | | | | |
| | 188 | -13,4% | -21,3% | | |
| - Cumul annuel | | | | | |
| | 2 558 | - | -14,4% | | |
| BTP | Consommation globale de ciment (tonnes) - Décembre 2009 | | | | |
| | | 19 591 | -4,5% | -1,8% | |
| - Cumul annuel | | | | | |
| | 231 965 | - | -12,8% | | |
| AGRI. | Exportations de bananes (tonnes) - Novembre 2009 | | | | |
| | | 5 133 | -30,8% | 25,7% | |
| - Cumul annuel | | | | | |
| | 48 723 | - | 18,3% | | |

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

La croissance des ressources financières des établissements de crédit reste freinée sur le trimestre

Au 30 septembre 2009, l'encours global des **actifs financiers** recensés en Guyane s'est élevé à 1 223,3 millions d'€. Sur le trimestre, l'activité de collecte de dépôts affiche un taux de croissance très faible (+ 1,9 %) expliqué en partie par la baisse du taux de croissance des livrets A et le recul des dépôts à terme en liaison avec l'évolution des taux de référence sur le marché monétaire¹.

En revanche, au regard des résultats du 3^{ème} trimestre 2008 qui reflétaient les premières inquiétudes de la crise financière, l'encours affiche une progression annuelle de 8,7 % (contre + 4 % à fin septembre 2008), bénéficiant de la croissance des dépôts à vue et de l'assurance-vie.



Source : IEDOM, données BAFI

Le bulletin trimestriel de conjoncture peut vous être adressé gratuitement au format pdf sur simple demande à l'adresse suivante : etudes@iedom-guyane.fr. Il est téléchargeable sur le site de l'IEDOM : www.iedom.fr.

Publication :

Les caractéristiques de l'habitat en Guyane

La note expresse n°65 est disponible sur le site de l'IEDOM dans l'onglet « Guyane », puis « Publications » et « Notes expresses ».

BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Visite de la ministre chargée de l'Outre-mer et de la secrétaire d'Etat chargée des sports

La ministre chargée de l'Outre-mer, Mme Marie-Luce Penchard s'est rendue en Guyane les 10 et 11 décembre. Elle a présenté les mesures spécifiques à la Guyane prises par le premier Conseil interministériel de l'Outre-mer, insistant sur la coopération régionale. En matière de sécurité et d'immigration, la ministre a rappelé que de meilleurs échanges économiques permettent de meilleures relations avec les pays voisins et donc une facilitation des reconduites à la frontières des ressortissants étrangers jugés indésirables ; elle a dans le même temps confirmé l'assouplissement des procédures d'obtention des visas. Elle a confirmé sa volonté de création d'une cour d'appel en Guyane. Mme Penchard a aussi insisté sur la nécessité de développer la concurrence afin de faire baisser les prix. Enfin, elle a salué les efforts faits en matière de développement du tourisme et plus particulièrement d'écotourisme.

La secrétaire d'Etat chargée des sports, Mme Rama Yade, s'est rendue en Guyane les 11 et 12 décembre afin d'affirmer l'exigence de la continuité territoriale de la République en matière de politique sportive. Elle a aussi confirmé l'annonce du Président de la République de faire de la Guyane la base avancée pour la préparation des équipes de France en perspective de la Coupe du Monde de Football en 2014 et des Jeux Olympiques de 2016 au Brésil. L'offre hôtelière, qui sera considérablement étoffée, devrait également favoriser le développement du tourisme sportif local. Enfin, la Secrétaire d'Etat a insisté sur la création d'un institut régional pour la formation de haut niveau afin d'accompagner les jeunes guyanais vers l'excellence sportive.

Infrastructures : la Guyane coupée en deux

Les travaux sur le pont du Larivot ont commencé le 22 décembre. Les travaux de réparation du pont devraient durer quinze semaines pour un coût total de 8 millions d'€ (5,8 millions pour les réparations, 0,4 pour le transport des matériaux, 1 million pour l'indemnisation de l'entreprise et 0,8 de frais divers). A cela il faut ajouter le coût de travaux de la RD5 empruntée quotidiennement par plus de 7 000 véhicules supplémentaires et dont l'état se dégrade fortement. Le président de la Région envisage de demander son reclassement en route nationale. Il convient encore d'ajouter le coût des travaux sur le pont des Cascades, le doublement des ponts de la RD5 avec des ponts Bailey et les indemnités versées aux transporteurs qui assurent la traversée de la rivière de Cayenne. La préfecture estime le coût de l'ensemble de l'opération à 16 millions d'€.

Une barge de Trinidad qui permet de faire traverser 20 camions est arrivée fin décembre. Pour le transport des personnes, l'Etat a mis en place 7 bateaux dont un de 114 places, couvert et climatisé, 4 pirogues et la barge de l'armée.

Depuis la fermeture du pont, l'activité économique de l'ouest guyanais a été réduite de moitié et le secteur de l'alimentation se trouve en grande difficulté. Les problèmes d'approvisionnement sont de plus en plus nombreux malgré les efforts fournis par les entreprises de transport. De nombreux conteneurs sont bloqués. Les commerçants menacent d'impacter ces nouveaux coûts sur les prix au détail si aucune solution n'est trouvée. La production des entreprises de l'ouest guyanais est considérablement réduite à cause du manque de matières premières et des retards de livraison.

Secteur aurifère

Auplata a signé le 19 novembre un protocole d'acquisition du portefeuille de titres miniers détenus en Guyane par la société Golden Star Resources. Les titres miniers concernent 3 permis exclusifs de recherche et 8 concessions, pour une surface totale de 702,8 km². Auplata a aussi obtenu du gouvernement un permis d'exploitation pour la mine Yaou, d'une superficie de 52 km².

Le 22 décembre, Didier Tamagno a été nommé au poste de Directeur Général de Auplata. Cela permet à Christian Queyroi dont la mission initiale était le développement du nouveau procédé d'extraction de l'or à basse de thiosulfate (qui permet d'obtenir des taux d'extractions bien supérieurs aux taux existant) de se consacrer pleinement à cette activité.

¹ A fin septembre 2009, la moyenne mensuelle de l'EONIA (taux moyen de l'euro au jour le jour) atteint 0,3584 %, contre 0,6831 % en juin 2009 et 4,2680 % en septembre 2008.

Spatial

Ariane 5 a mis sur orbite le 18 décembre, après deux reports, le satellite d'observation militaire HELIOS-2B. Il fournira des images à la France, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et la Grèce. La France a financé 90 % de ce programme d'un coût total de 2 milliards d'€. L'accès aux images est lié à la part de financement de chaque pays. Il s'agit du 193^{ème} vol d'Ariane, du 49^{ème} lancement d'une Ariane 5 et du 7^{ème} lancement de l'année.

Le 24 décembre Ariane a fêté le 30^{ème} anniversaire de son premier lancement réussi. Depuis 1979 le lanceur européen a mis sur orbite 279 satellites en 193 tirs pour seulement 10 échecs soit un taux de réussite de 95 %. Ariane 5 affiche 49 tirs dont 35 succès d'affilé (série en cours). En novembre 2008, l'ESA s'est vue attribuer 350 millions d'€ destinés au pré-développement d'Ariane 5 ME, une nouvelle version capable d'emporter, dès 2017, 12 tonnes de charge utile (contre 10 tonnes actuellement). L'ESA travaille aussi sur Ariane 6, le futur lanceur européen d'une capacité d'emport modulable de 2 à 8 tonnes, qui pourrait décoller en 2025. Le Président de la République a décidé d'inclure Ariane 6 dans les priorités du grand emprunt.

L'année 2010 sera aussi celle du premier lancement de Soyouz (prévu pour la fin du premier semestre 2010), à partir du port spatial européen, et de Vega, lanceur d'origine italienne.

Hydrocarbures

Les recherches de pétrole sur le site de Matamata, au large de Saint Laurent du Maroni ont repris. La société Tullow Oil, filiale de Hardman Petroleum France a lancé une recherche sismique pour 28 millions d'€ début décembre. Alors que le projet semblait au point mort depuis 2008, la découverte de pétrole sur le site de Jubilee au large du Ghana qui présente la même composition géologique que la Guyane a relancé le projet. Le pétrole devrait se trouver à 5 000 m au dessous du niveau de la mer. Shell a acquis 33 % du projet mi-novembre, et Total 25 % début décembre. Le permis d'exploration expire fin juin 2011.

Démographie

D'après le recensement de l'INSEE en 2007, la Guyane comptait 213 031 habitants, contre 205 954 en 2006. La moitié de la population a moins de 23 ans, un quart entre 23 et 39 ans, et un quart a 39 ans ou plus. Au niveau municipal, la population de Cayenne n'augmente pas (58 008 habitants contre 58 004), celle de Saint Laurent du Maroni passe de 33 707 à 34 149 habitants, Kourou repasse devant Matoury (25 688 habitants contre 24 893). Les foyers guyanais comptent beaucoup plus d'enfants que la moyenne nationale, ou que les trois autres départements d'Outre-mer : seuls 21,5 % des foyers sont sans enfant contre 50 % pour la métropole et 30 % en moyenne dans les autres Dom. Sur les 132 500 personnes ayant plus de 15 ans, seuls 42,4 % ont un emploi, 16,7 % sont au chômage, 13,3 % sont élèves, étudiants ou stagiaires, 8 % sont au foyer et 13,2 % sont classés dans la catégorie « autres inactifs ».

Concurrence

Le 11 décembre, France Telecom et sa filiale Orange Caraïbes ont été condamnés par l'Autorité de la concurrence à payer 62,7 millions d'€ pour leurs abus de position dominante aux Antilles et en Guyane sur le marché de la téléphonie mobile et « fixe vers mobile ». France Telecom et Orange Caraïbes vont faire appel de ce jugement.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

| | | Données brutes | Δ % mois précédent | Glissement annuel |
|---|---|----------------|--------------------|-------------------|
| Prix (Source : INSEE) | Prix à la consommation (hors tabac) – novembre 2009 (Indice base 100 : année 1998) | 119,2 | 0,0 % | - 1,0 % |
| Emploi (Sources : DDTEFP et ASSEDIC) | Demandeurs d'emploi (DEFM1) - à fin novembre 2009 | 13 786 | - 0,9 % | + 16,5 % |
| | Nb de bénéf. d'alloc chômage (y.c. suspens) – A fin septembre 2009 | 5 750 | + 2,3 % | + 17,3 % |
| RMI (Source : CAF) | Nombre de bénéficiaires - à fin novembre 2009 | 10 858 | + 0,7 % | - 3,1 % |
| | Cumul 2009 des prestations nettes versées | 58,8 M€ | | - 1,3 % |
| Commerce extérieur (Source : Douane)* | Exportations – septembre 2009 | 11,7 M€ | - 29,3 % | + 43,9 % |
| | Cumul 2009 | 83,4 M€ | | + 4,6 % |
| | Importations - septembre 2009 | 72,8 M€ | - 15,0 % | - 3,1 % |
| | Taux de couverture en cumul - à fin septembre 2009 | 677,9 M€ | | - 4,1 % |
| | | 12,3 % | | + 1,0 point |

LES SECTEURS D'ACTIVITE

| | | |
|---|---|---|
| Espace (Source : Arianespace) | Tirs effectués – à fin décembre 2009 | 7 tirs Ariane 5 (12 satellites) |
| | Rappel cumul 2008 | 6 tirs Ariane 5 pour 10 satellites |
| Riz (Sources : DAF Guyane et Douane)* | Production de riz (2 ^{ème} tranche 2009) | 7 048 tonnes (+ 17,8 % sur un an) |
| | Cumul année 2009 (1 ^{ère} et 2 ^{ème} tranche) | 9 035 tonnes (- 6,9 % sur un an) |
| | Exportations de riz (cumul à fin avril 2009)* | 3 285 tonnes (+ 203,3 % sur un an) pour 1,5 M€ (+ 252,1 %) |
| BTP (Source : Ciments Guyanais) | Ventes de ciment – décembre 2009 | 4 942 tonnes (- 43,5 % sur un an) |
| | Cumul de janvier à fin décembre 2009 | 80 701 tonnes (- 17,2 % sur un an) |
| Pêche (Sources : IFREMER, DAM et Douane)* | Prises de crevettes (cumul à fin septembre 2009) | 1 019,0 tonnes (- 13,6 % sur un an) |
| | Exportations de crevettes (cumul à fin septembre 2009) | 885,3 tonnes (- 10,2 % sur un an) |
| Or (Source : Douane)* | Exportations (cumul à fin septembre 2009) | 17,1 M€ (- 41,3 %) |
| Bois (Source : ONF) | Grumes sorties de forêt (cumul à fin octobre 2009) | 58 564 m3 (- 1,6 % sur un an) |

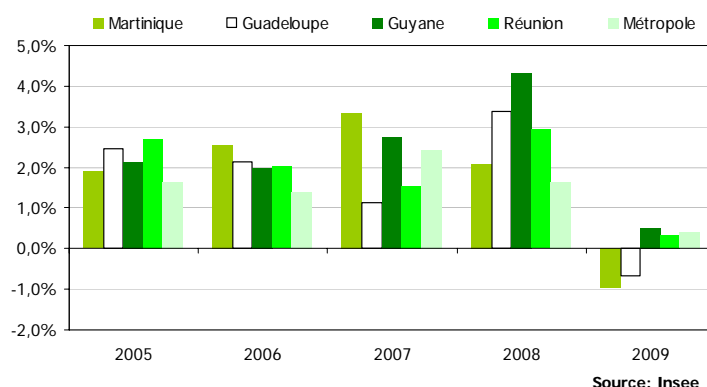
BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Inflation : nouvelle détente sur les prix

En novembre 2009, l'indice des prix à la consommation en Martinique atteint 121,3 enregistrant une baisse de - 0,2% sur un mois. Le taux d'inflation annuel ressort à -1,0 % sur un an, soit le niveau le plus bas de ces 5 dernières années.

L'ensemble des postes contribue à la baisse des prix à l'exception des services qui progressent de 1,4 % sur un an, portés par le prix des loyers et services rattachés (+3,8 % sur un an). Le prix de l'énergie diminue de 16,5 % sur un an et celui de l'alimentation se replie de -1,1 %. Enfin, les prix des produits manufacturés demeurent stables (-0,1 % sur an).

Taux d'inflation de l'indice des prix à la consommation
Glissement annuel (novembre à novembre)

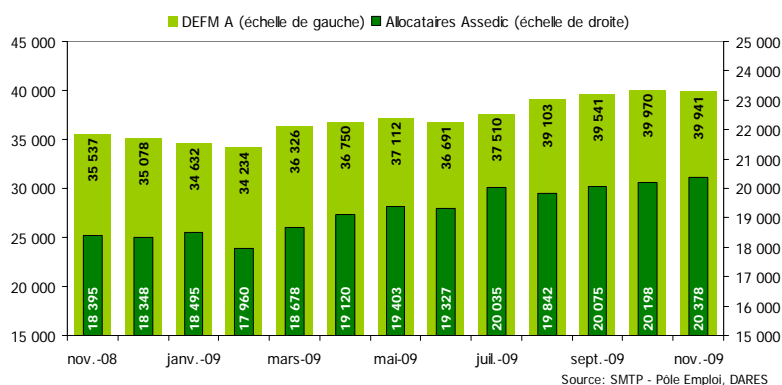


Chômage : poursuite de la dégradation du marché du travail

A fin novembre 2009, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (DEFM A) s'élève à 39 941, soit une progression de 12,4 % par rapport à novembre 2008. En conséquence, l'indicateur de chômage gagne 2,7 points sur un an pour s'établir à 24,5 %.

Parallèlement, à fin novembre 2009, 20 378 allocataires de l'Assedic étaient recensés, soit une augmentation de 10,8% sur un an. Dans le détail, le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage (ARE, AUD, ACA)¹ atteint 14 261, soit une progression de 17,8 % sur un an. De son côté, le nombre de personnes indemnisées au titre du régime solidarité (allocation de solidarité spécifique et allocation d'insertion) se replie de 7,2% par rapport à novembre 2008, pour atteindre 5 208 personnes.

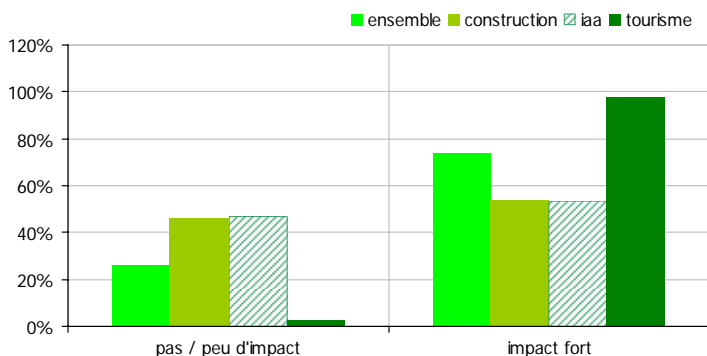
Evolution du nombre de DEFM A et d'allocataires de l'Assedic



Crise sociale du 1^{er} trimestre 2009 : Persistance d'un effet négatif sur le secteur marchand

Question sur l'activité:

6 mois après la fin de la crise sociale, jugez-vous qu'il y ait encore un impact défavorable de celle-ci sur le niveau de votre activité ?



Lors de son l'enquête de conjoncture du 3^e trimestre 2009, l'Iedom a interrogé les chefs d'entreprises sur l'impact résiduel de la crise sociale de début d'année.

Globalement, les entreprises du secteur marchand sont fortement pénalisées. Ainsi, deux tiers des chefs d'entreprises interrogés signalent un impact défavorable toujours fort sur leur activité et leur trésorerie. En revanche, l'impact résiduel de la crise sur les effectifs semble être moins marqué et pourrait provenir des reports de charges sociales ayant permis de limiter à court terme les licenciements.

Les résultats de cette enquête « spéciale » ont été intégrés dans une étude plus large pourtant sur les conséquences de la crise sociale aux Antilles. Cette étude se présente sous deux formes : la note expresse n° 64 et la note de l'Institut : « Les effets économiques de la crise sociale au Antilles au premier trimestre 2009 ». Ces deux publications sont disponibles gratuitement sur le site internet de l'Iedom :

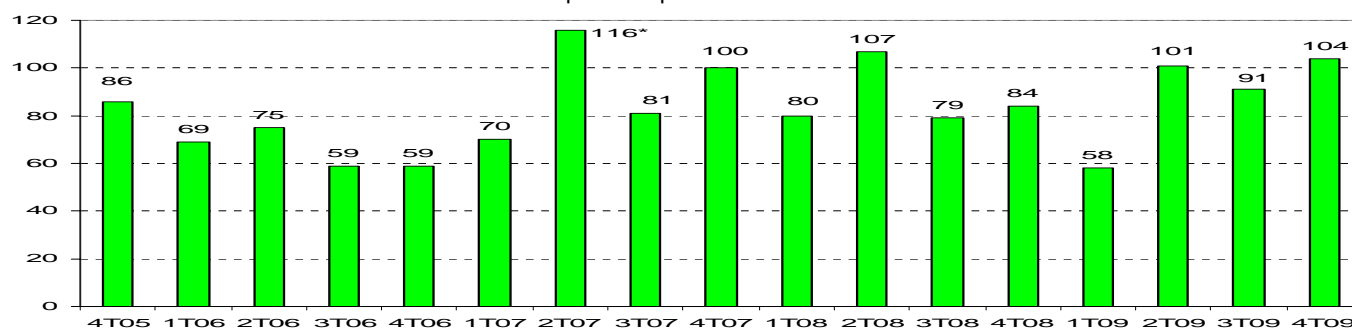
http://www.iedom.fr/interet_general/notes_expresses.asp#notes.

¹ ARE : Allocation Retour à l'Emploi, AUD : Allocation Unique Dégressive, ACA : Allocation Chômeurs Agés

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Surendettement : plus de 100 dossiers déposés au cours du quatrième trimestre 2009

Nombre de dossiers déposés auprès du Secrétariat de la Commission



Source : Iedom

* Mission du Conseil Economique et Social

Au quatrième trimestre 2009, 104 dossiers (dont 76 soumis pour examen de recevabilité) ont été déposés auprès du Secrétariat de la Commission de Surendettement, soit 13 de plus qu'au troisième trimestre (+ 14,3 %).

Le nombre total de dossiers déposés en 2009 s'élève ainsi à 354 contre 350 en 2008, en légère augmentation de 1,1 %. Cependant, sur les deux derniers trimestres de l'année, 195 dossiers ont été recensés en 2009 contre 163 en 2008. La diminution enregistrée au cours du premier trimestre 2009 s'explique principalement par la crise sociale qui a paralysé l'activité durant 38 jours. A partir du second trimestre, on note une accélération du rythme de dépôt des dossiers.

Selon l'Observatoire du surendettement dans les DOM, on note une baisse sensible sur le seul troisième trimestre 2009, du nombre de dossiers déposés, tous DOM confondus : - 10 % en Martinique, - 23 % à la Réunion et - 19 % pour l'ensemble des DOM. En revanche, en glissement annuel, l'accroissement global atteint 25 % (+ 15,2 % pour la Martinique).

Le taux de succès qui mesure la part de plans conventionnels conclus s'affiche pour la Martinique à 54 % à fin septembre 2009, gagnant un point par rapport à septembre 2008. Ce ratio est comparable à la moyenne des DOM, mais demeure inférieur à celui observé dans l'hexagone (autour de 65 %).

En outre, le taux d'orientation vers une procédure de rétablissement personnel (PRP), pouvant conduire sous certaines conditions à un effacement des dettes atteint 20 % en Martinique (contre 6 % un an plus tôt). Ce taux s'établit à 16 % pour l'ensemble des DOM et dépasse 20 % en Métropole.

ACTUALITE REGIONALE

Banane : accord signé entre l'UE et les producteurs d'Amérique du Sud à l'OMC

La commission européenne et les pays latino-américains ont signé, après plus de 10 ans de négociations, un accord sur la tarification des droits de douanes sur la banane pour le marché européen, qui passent de 176€/T aujourd'hui à 148€/T au 1^{er} janvier 2010, puis progressivement à 117€/T d'ici 2017. Une contrepartie devrait être versée aux producteurs ACP et européens dans le cadre du Posei Banane.

Education : partenariat UAG/GBH

L'université Antilles Guyane et le groupe Bernard Hayot ont créé la fondation « *agir ensemble pour la formation et l'emploi* ». Celle-ci pourra financer des voyages linguistiques et permettre la mise en place d'un diplôme universitaire « *grande distribution* » au premier trimestre 2010, dans le cadre de la nouvelle loi relative aux libertés et responsabilités des universités.

Logement social : 90 logements livrés au Vauclin

90 logements sociaux et très sociaux ont été livrés par la société OZANAM au Vauclin. D'autres constructions sont prévues sur le chantier de 17 hectares, acquis en 2000 par la société Ozanam.

Tourisme : remise en service des vols directs Fort de France – Montréal par Air Canada

La ligne aérienne Fort de France – Montréal a été remise en service par la compagnie Air Canada après une interruption de 4 mois. Cette liaison aura lieu dorénavant une fois par semaine, le dimanche.

LES INDICATEURS DE REFERENCE

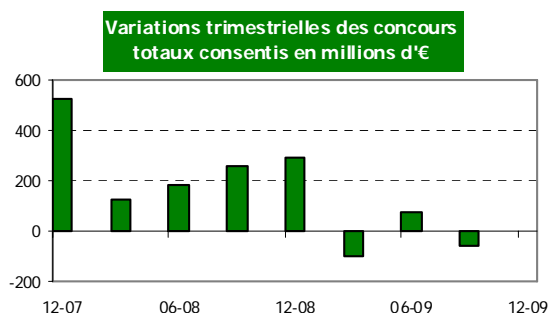
| | | | Données brutes | var. % mensuelle | Glissement annuel |
|---|---|--------------------------------------|-------------------------|--------------------|----------------------------------|
| Prix (source : INSEE) | Indice des prix à la consommation (base 100 en 1998) | - novembre 2009 | 121,3 | -0,2 % | -1,0 % |
| Chômage (source : DDTEFP) | Nombre de demandeurs d'emploi (DEFM A) Indicateur de chômage (base pop. Active : 162 556) | - novembre 2009 - novembre 2009 | 39 941 24,5 % | -0,1% | +12,4 % +2,7 points |
| Allocation Chômage (source : Assedic) | Nombre de bénéficiaires de l'allocation unique dégressive et de l'aide au retour à l'emploi | - novembre 2009 | 14 260 | +0,8 % | +17,9 % |
| RMI (source : CAF) | Nombre de bénéficiaires payés | - septembre 2009 | 28 430 | +1,1 % | +2,2 % |
| Commerce extérieur (source : Douanes) | Importations (en M€) Exportations (en M€) Taux de couverture mensuel: | - octobre 2009 - octobre 2009 | 193,1 40,0 20,7 % | +37,4 % +66,7 % | -6,9 % +55,2 % +8,3 points |
| Grande distribution (source : DRCCRF) | Indicateur chiffre d'affaires (base 100 en 1990) Cumul annuel de chiffre d'affaires (millions d'euros) | - septembre 2009 - septembre 2009 | 262 321,7 | -8,3 % | -0,3 % -10,4 % |

LES INDICATEURS SECTORIELS

| | | | Données brutes | var. % mensuelle | Glissement annuel |
|--|---------------------------------|-----------------------------------|----------------------|------------------|-------------------|
| Banane (source : DRCCRF) | Expéditions de bananes (tonnes) | - octobre 2009 - cumul annuel | 20 205 146 458 | ns | +41,1% +24,4% |
| Trafic aéroportuaire (source : CCIM) | Nombre de passagers | - novembre 2009 - cumul annuel | 106 517 1 359 997 | +7,8 % | -3,8 % -5,3 % |
| Trafic Maritime (source : Dircilec) | Nombre de croisiéristes | - octobre 2009 - cumul annuel | 1 424 31 074 | ns | -62,9% -46,5% |
| Construction (source: Ciments antillais) | Ventes de ciment (tonnes) | - novembre 2009 - cumul annuel | 17 862 184 948 | -8,7 % | -5,5% -23,9% |

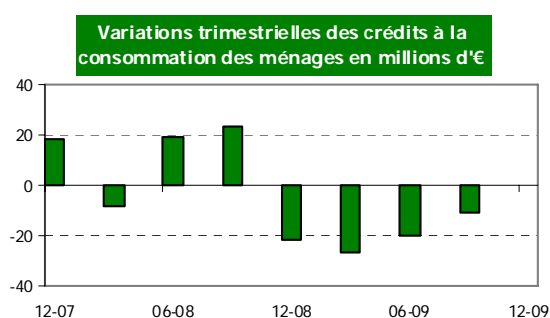
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Des encours de crédits en recul au troisième trimestre témoignant d'une conjoncture encore atone



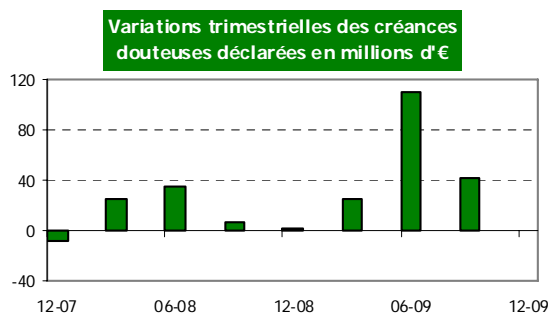
La diminution des encours de crédits a concerné la quasi-totalité des marchés au troisième trimestre 2009 (l'exploitation et l'investissement des entreprises, la consommation des ménages ainsi que les collectivités). La mauvaise orientation de la conjoncture économique et la faible demande qui en résulte explique une part de cette évolution. En outre, dans un contexte de dégradation du risque, le retour à une certaine orthodoxie dans l'appréciation des demandes de financement se traduit par une plus grande rigueur de la part des établissements dans l'octroi de nouveaux crédits.

Le financement de la consommation des ménages continue de reculer au troisième trimestre



Le financement de la consommation des ménages s'inscrit toujours en recul à hauteur de -0,6 % au troisième trimestre 2009, pour le quatrième trimestre consécutif, après -1,7% au deuxième trimestre 2009 et -1,6% au premier trimestre. Ce recul s'explique toujours par une faible consommation des ménages (caractérisée notamment des ventes de véhicules automobiles en diminution de -25,3% en glissement annuel à fin septembre 2009). A l'inverse, il doit être observé que le financement de l'habitat des ménages constitue le seul segment du marché du financement dont l'encours ne diminue pas. Cependant, la progression ralentit au troisième trimestre (+0,4% entre juin et septembre 2009, après +0,9% au deuxième trimestre), en lien avec l'atonie du marché de l'immobilier.

Une montée du risque de crédit



Les créances douteuses brutes continuent de progresser fortement au 30 septembre 2009. Elles s'établissent à 793 millions d'€, en hausse de +5,5% sur le troisième trimestre 2009 et de +29,1% sur les douze derniers mois. Le taux de créances douteuses brutes de la place s'établit désormais à 6,4% des encours totaux de crédit contre 6,0% à fin juin et 5,2% à fin mars. La dégradation continue de la qualité du risque de crédit, liée à la crise économique actuelle, se traduit notamment par la mauvaise orientation des indicateurs de vulnérabilité des entreprises (progression des impayés sur effets des entreprises de +13,1% en cumul à fin novembre 2009) et des ménages (hausse du nombre de chômeurs de +22,9 % en glissement annuel à fin octobre 2009).

Médiation du crédit

Au 31 décembre 2009, 281 dossiers sont rentrés dans le circuit de la médiation. Parmi ceux-ci, 198 dossiers ont été déclarés éligibles (119 sont résolus, 39 sont en cours de traitement et 40 ont été refusés), 80 n'ont pas été retenus et 3 sont en attente de qualification. L'équipe de médiation s'attache à maintenir un taux de succès élevé (75%) tout en portant ses efforts sur la réduction du stock de dossiers en cours de traitement. Pour mémoire, à la Réunion comme dans les autres DOM, le directeur de l'edom est le médiateur départemental du crédit. Les dossiers peuvent lui être adressés sur la boîte à lettre électronique : <http://www.mediateurducredit.fr>

Surendettement

A fin décembre 2009, 1142 dossiers ont été déposés devant la commission de surendettement, soit une progression de 50,9 % par rapport à l'année précédente. Cette forte augmentation est le reflet des difficultés de trésorerie rencontrées par les ménages les plus défavorisés au cours de l'année, dues notamment à la dégradation du contexte économique.

Le tourisme réunionnais : une activité diversifiée, fortement dépendante des résidents

L'INSEE et l'IEDOM ont développé au sein du partenariat CEROM un nouvel outil statistique - un Compte Satellite du Tourisme - qui fournit des données détaillées sur l'activité touristique. Les dépenses des touristes à La Réunion ont atteint 846 millions d'euros en 2005, dont plus de la moitié réalisée par la clientèle locale. Bien que ces dépenses ne représentent que 2,6 % de la valeur ajoutée totale du département, le tourisme participe fortement à la diversification économique de l'île et sa forte intensité en main d'œuvre en fait un pourvoyeur d'emplois significatif avec 9 000 emplois directs. Par ailleurs, le secteur touristique représente la première source d'exportation de l'île et contribue à sa notoriété et à sa visibilité.

BREVES ECONOMIQUES

LES INDICATEURS DE REFERENCE

| | | Données brutes | Δ mois précédent | Glissement annuel |
|--|---|-----------------|------------------|--------------------|
| Prix (INSEE) | Indice général des prix à la consommation-novembre 2009 Métropole et DOM – novembre 2009 | 122,7 | + 0,5 % | + 0,3 % + 0,4 % |
| RMI (CAF) | Nombre de bénéficiaires du RMI et RSO – novembre 2009 Cumul des prestations versées (millions d'€) | 71 234 355,8 | - 0,9 % | - 3,1 % - 6,0 % |
| Commerce extérieur (Douanes) | Importations – octobre 2009 (en cumul - millions d'€) | 3 398 | - | - 9,0 % |
| | Exportations – octobre 2009 (en cumul - millions d'€) | 203 | - | - 5,1 % |
| | Taux de couverture | 6,0 % | - | + 0,2 pt |
| Chômage DTEFP | Demandeurs d'emploi en fin de mois (catégorie A = cat 1+ cat 2+ cat 3 hors activité réduite) : novembre 2009 | 100 895 | + 0,8 % | + 23,9 % |

LES SECTEURS D'ACTIVITE

| | | Données brutes | Δ mois précédent | Glissement annuel |
|------------------------------|--|----------------|------------------|-------------------|
| Trafic Maritime (DDE) | Trafic de marchandises à Port Réunion (tonnes) septembre 2009 | 320 565 | - 13,0 % | - 1,4 % |
| | Cumul 2009 | 2 907 438 | - | - 10,9 % |
| Trafic Aéroportuaire | Nombre de passagers enregistrés aux aéroports de Roland-Garros et de Pierrefonds novembre 2009 | 146 535 | - 12,5 % | + 8,7 % |
| | Cumul 2009 | 1 637 335 | - | + 5,7 % |
| Construction (CERBTP) | Importations de ciment – (millions d'euros) – novembre 2009 | 3,97 | x 75 | - 14,2 % |
| | Cumul depuis le 1 ^{er} janvier 2009 | 24,3 | | - 23,3 % |
| | Effectifs salariés du BTP à fin octobre 2009 | 18 719 | - 1,4 % | - 24,4% |

Bilan canne 2009 : une bonne campagne

La campagne de canne à sucre s'est achevée le 15 décembre pour la sucrerie de Bois Rouge et le 18 pour la sucrerie du Gol, soit 24 semaines après leur démarrage. Au total, les deux usines ont broyé 1 907 630 tonnes de cannes soit 7,6 % de plus qu'en 2008 et près de 4 % de plus que la moyenne décennale. La richesse cumulée finale (13,87 %) est proche de la moyenne décennale (13,96 %). La campagne a été marquée par la fermeture du 30 août au 28 septembre de l'usine de Bois Rouge suite à l'arrêt de la centrale thermique et par un mouvement social qui a perturbé le fonctionnement de l'usine du Gol au début du mois de décembre. Malgré ces événements, ces bons résultats s'expliquent par une progression de la technicité des planteurs, du climat globalement favorable et de la progression des replantations.

Par ailleurs, un accord a été signé le 21 décembre entre planteurs et usiniers, sur la revalorisation de la prime bagasse. Sur les 13 € de prime par tonne de cannes, les planteurs toucheront 11,30 € et les industriels 1,70 €. Cet accord devrait entrer en vigueur dès le premier trimestre 2010.

Les engagements consentis par l'Agence Française de Développement (AFD) en faveur des secteurs de l'éducation et de la santé à la Réunion

Le conseil d'administration de l'AFD en date du 17 décembre 2009 a approuvé l'octroi d'un prêt de 20 millions d'euros au département de la Réunion pour contribuer au financement de son programme d'investissement 2009-2010 dans le secteur de l'éducation secondaire. Ce programme d'investissement de 61 millions d'euros comprend la construction de huit collèges, l'extension de trois et la restructuration de sept, ainsi que des travaux de rénovation, d'amélioration et d'aménagement. Par ce financement, l'AFD contribuera à l'amélioration des conditions d'accueil et de formation des élèves scolarisés dans les collèges. Par ailleurs, le caractère HQE (haute qualité environnementale) des constructions permettra une meilleure maîtrise de l'énergie. L'AFD a également approuvé l'octroi d'un prêt de 15 millions d'euros au Centre Hospitalier Félix Guyon (CHFG) pour le financement de l'achèvement de son plan directeur d'investissement. La réalisation de ce plan lui permettra de proposer une offre de soins plus complète et de meilleure qualité dans le cadre de bâtiments fonctionnels et attractifs. Il comprend la construction et la réhabilitation de bâtiments, la réhabilitation des blocs opératoires et la création d'une hélisation et d'un parking.

Augmentation du SMIC au 1^{er} janvier 2010

Le décret (n°2009-1584) du 17 décembre 2009 fait l'objet d'une revalorisation de 0,5% du Smic (Salaire minimum interprofessionnel de croissance). Depuis le 1^{er} janvier 2010, le Smic horaire brut s'élève à 8,86 € et le Smic mensuel brut à 1 343,77 €. Sa précédente augmentation remontait au 1^{er} juillet 2009 (+1,3%).

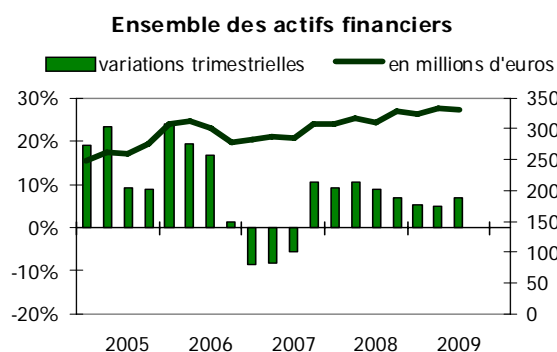
ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Evolution contrastée de l'activité financière et bancaire au troisième trimestre 2009

L'évolution de l'activité financière et bancaire de la place au 3^{ème} trimestre 2009 est marquée par une légère contraction des actifs détenus par les agents économiques mahorais (-0,3 % après +2,5 % au 2^{ème} trimestre) et une reprise de l'encours total de crédits (+2,3 % pour l'ensemble des établissements de crédit après +0,4 % au 2^{ème} trimestre).

Léger recul de l'épargne collectée...

L'encours global des actifs financiers (dépôts à vue, placements liquides ou à court terme et épargne à long terme) détenu par la clientèle mahoraise atteint 331,6 millions d'euros au 30 septembre 2009. Après un 2^{ème} trimestre bien orienté (+2,5 %), l'épargne collectée marque le pas au 3^{ème} trimestre (-0,3 %). Cette contraction résulte d'une diminution conjointe des encours détenus par les ménages (-2,8 % par rapport à juin 2009 pour s'établir à 171,8 millions d'euros) et par les autres agents (-7,5 % pour s'élever à 72,5 millions d'euros). Après deux trimestres consécutifs de baisse, les actifs financiers détenus par les entreprises progressent de 12,7 % pour s'établir à 87,2 millions d'euros. Sur un an, le rythme de croissance de l'ensemble des actifs financiers est à la baisse (cf. graphique ci-dessous) : +6,8 %, contre +9 % entre septembre 2007 et septembre 2008.

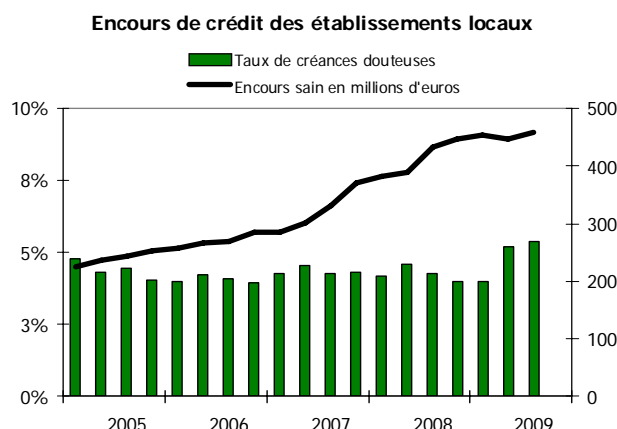
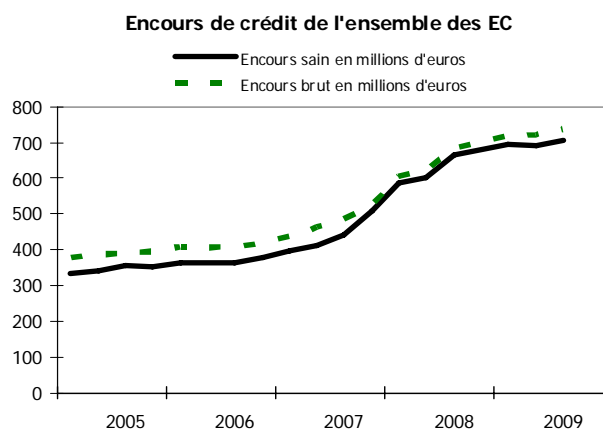


...mais reprise des financements bancaires

Au 30 septembre 2009, le montant total des concours octroyés par l'ensemble des établissements de crédit intervenant à Mayotte s'établit à 737 millions d'euros. Après un 2^{ème} trimestre en berne (+0,4 %), les financements bancaires progressent de 2,3 %. L'encours de crédit sain enregistre une croissance de 2,2 %, tirée par les crédits aux collectivités locales (+5,3 %, soit +8,6 millions d'euros), les concours aux entreprises (+1,6 %, soit +4,4 millions d'euros) et, dans une moindre mesure, par les crédits aux ménages (+0,3 %, soit +0,8 million d'euros). Les crédits aux collectivités locales, aux entreprises et aux ménages représentent respectivement 24 %, 39 % et 31 % de l'encours de crédit sain.

L'encours brut total des crédits consentis par les établissements de crédit de la zone s'élève à 484,2 millions d'euros, en croissance de 2,6 %, soit +12,5 millions d'euros. En glissement annuel au 30 septembre 2009, la progression de l'encours de crédit sain demeure dynamique (+7 %), en dépit du tassement observé depuis le 4^{ème} trimestre 2008. L'encours de crédit sain, qui accusait une baisse historique de 1,5 %, progresse de 2,4 % au 3^{ème} trimestre. Les concours aux entreprises (222,7 millions d'euros) et aux ménages (210,2 millions d'euros) progressent respectivement de 2,2 % et de 0,2 %. Avec un volume d'engagement modeste auprès des banques locales (18,5 millions d'euros), les collectivités locales affichent ce trimestre une activité dynamique (progression de 36 % de l'encours de crédit), largement tirée par la croissance des crédits de trésorerie (+6,9 millions d'euros, soit un triplement de cette nature de crédit).

Enfin, l'activité des établissements de crédit hors zone, très importante en 2008 avec une progression des concours bruts de 73 % (soit +100 millions d'euros), marque le pas pour le deuxième trimestre consécutif. Au 30 septembre 2009, l'encours brut s'élève à 252,8 millions d'euros, affichant le même niveau de progression qu'au 2^{ème} trimestre (+1,6 % contre +4,1 % au 1^{er} trimestre). Cette activité demeure largement orientée vers les collectivités locales dont elle finance 89 % des besoins.



BRÈVES FINANCIÈRES, ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Visite du ministre de l'Outre-mer

Marie-Luce PENCHARD, ministre de l'Outre-mer s'est rendue à Mayotte le 5 décembre pour une visite de deux jours. Cette visite fait suite aux manifestations de Petite-Terre du 2 décembre contre la hausse des tarifs des barges - une des mesures préconisées par la Chambre territoriale des comptes pour redresser les finances du Conseil général -. Il s'agissait d'apporter un soutien aux forces de l'ordre durement éprouvées lors des affrontements et de discuter de la situation des finances de la Collectivité Départementale de Mayotte (CDM). Sur ce second point, la ministre et le Président du Conseil général ont signé une déclaration commune dans laquelle, d'une part, la CDM s'engage à trouver les moyens de diminuer ses dépenses et d'augmenter ses recettes en limitant l'impact sur le pouvoir d'achat des mahorais et, d'autre part, l'Etat s'engage à verser à la CDM environ 76 M€ sur 5 ans. Ainsi, pour soulager la CDM d'une partie de ses efforts d'investissement, l'Etat apportera 18 M€ au titre du Fonds exceptionnel d'investissement. Par ailleurs, il prendra en charge 10 M€ du surcoût lié à la construction du second quai du port de Longoni. Ensuite, un prêt de 20 M€ a été octroyé à la CDM par l'Agence française de développement (AFD). En 2010, l'AFD devrait également consentir un prêt de 15 M€ au titre du financement des investissements de la CDM et un autre de 13 M€ pour couvrir ses besoins de trésorerie.

Colloque sur la départementalisation

Le Conseil général a organisé un colloque, du 9 au 11 décembre, sur la mise en œuvre de la départementalisation à Mayotte, en partenariat avec l'Institut de droit d'Outre-mer (IDOM). Il s'agissait de dresser un état des lieux des réalités particulières de la collectivité et de proposer des mesures dans le cadre de la mise en œuvre progressive de la départementalisation. L'accent a également été mis sur l'échange d'expériences avec d'autres collectivités d'Outre-mer. Des tables rondes étaient proposées : les thématiques concernaient, entre autres, le développement économique, les politiques publiques (aides sociales, politiques de l'emploi, etc.) ou encore les relations publiques (avec les communes ou dans le cadre de la coopération régionale). L'ensemble des communications et synthèses des débats sera publié en 2010 dans la collection « Droit d'Outre-mer » des Presses universitaires d'Aix-Marseille.

Adoption du Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)

Le SDAGE - qui avait été soumis à la consultation publique en avril-mai 2009 - a été adopté le 10 décembre en session plénière du Comité de bassin. Ce document fait un état des lieux de la ressource en eau (eaux de surface, souterraines et marines) à Mayotte et fixe les grandes orientations de la politique de l'eau dans le cadre d'une gestion équilibrée de la ressource. Il est entré en application le 1^{er} janvier 2010 pour une durée de 6 ans. Le programme de mesures chiffre à 171 M€ les actions nécessaires à mettre en œuvre pendant la durée du SDAGE. Elles concernent notamment l'assainissement des eaux usées, la gestion des eaux pluviales, des milieux ou encore des déchets, et l'éducation à l'environnement.

Indemnisation des agriculteurs

La somme de 575 483 € a été versée à 1 370 exploitants agricoles dans le cadre de l'indemnité compensatoire annuelle à Mayotte (ICAM). Cette aide, financée par des fonds nationaux, a pour but de compenser les handicaps naturels et socio-économiques inhérents à Mayotte et d'encourager les bonnes pratiques agricoles. Ce montant se répartit à 403 433 € pour les cultures (soit 223€/ha) et 172 050 € pour les bovins identifiés (soit 111€/tête). En 2008, 1 342 exploitants avaient bénéficié de ce dispositif pour un montant total de 417 027 €.

Résultats de l'étude sur la prévalence du diabète à Mayotte

Les résultats de l'étude Maydia réalisée en 2008 (sur 1 200 personnes âgées de 30 à 69 ans) par la Cellule interrégionale d'épidémiologie (Cire) Réunion-Mayotte et destinée à évaluer la fréquence du diabète et des autres facteurs de risque cardio-vasculaire (hypertension artérielle, surpoids, obésité) ont été rendus publics. Ils confirment les inquiétudes sur la menace que représentent le diabète à Mayotte et les autres facteurs de risque cardio-vasculaire associés. La prévalence du diabète est de 10,5 % entre 30 et 69 ans (contre 4,9 % chez les 18-74 ans en France métropolitaine) et augmente avec l'âge passant ainsi de 3 % entre 30 et 39 ans à 26 % entre 60 et 69 ans. Le surpoids et l'obésité sont également importants : 35 % des hommes et 32 % des femmes en surpoids ; 17 % des hommes et 47 % des femmes souffrant d'obésité. L'étude révèle une méconnaissance du diabète par les personnes atteintes et une prise en charge insuffisante : plus d'une personne sur deux ignoraient être diabétiques ; seule la moitié des diabétiques connus et traités avait un bon équilibre glycémique (HbA1c < 7 %) ; un tiers des femmes et 14 % des hommes diabétiques ne recevaient aucun traitement pharmacologique. La prévalence du diabète, combinée aux changements de mode vie et de consommation, fait craindre pour les prochaines années une augmentation de la fréquence de la maladie et des complications vasculaires qui lui sont liées. Cette évolution est d'autant plus probable que l'obésité, facteur de risque majeur du diabète, touche une part importante de la population. Enfin, l'étude souligne la nécessité de mettre en œuvre des actions de prévention du diabète et de l'obésité, et de développer le dépistage et la prise en charge des facteurs de risque cardio-vasculaire. L'intégralité de l'étude est disponible sur le site de l'Institut de veille sanitaire : www.invs.sante.fr

LES PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES

| LES INDICATEURS DE RÉFÉRENCE : | | | | Données brutes | Variation sur 1 mois | Variation sur 12 mois |
|---|--|------------|----------|----------------|----------------------|-----------------------|
| Prix (source : INSEE) | Indice général des prix à la consommation base 100 en déc. 2006 | | nov-09 | 109,5 | -0,2% | 1,1% |
| Chômage (source : ANPE) | Nombre d'inscrits à l'ANPE-Pôle Emploi | | sept.-09 | 10 626 | 9,9% | - |
| Commerce extérieur (Source : Douanes) | Importations (milliers d'euros) | mensuelles | sept.-09 | 31 430 | -53,2% | -17,3% |
| | (hors hydrocarbures) | cumulées | sept.-09 | 270 643 186 | - | -6,2% |
| | Exportations (milliers d'euros) | mensuelles | sept.-09 | 295 | -41,6% | -17,3% |
| | | cumulées | sept.-09 | 3 924 385 | - | -6,2% |
| | Taux de couverture en valeur | mensuels | sept.-09 | 0,94% | 0,19 pt | -0,19 pt |
| | | cumulés | sept.-09 | 1,45% | -0,07 pt | 0,04 pt |

| LES SECTEURS D'ACTIVITÉ : | | | | Données brutes | Variation sur 1 mois | Variation sur 12 mois |
|--|---|------------|----------|----------------|----------------------|-----------------------|
| Trafic aéroportuaire (Source : Aviation civile) | Mouvements d'appareils ⁽¹⁾ | mensuels | oct.-09 | 446 | 13,2% | 18,3% |
| | | cumulés | oct.-09 | 3 961 | - | 11,3% |
| | Nombre de passagers (arrivées+départs) | mensuels | oct.-09 | 13 268 | 3,3% | -33,8% |
| | | cumulés | oct.-09 | 157 396 | - | -24,5% |
| | Fret et envois postaux (en tonnes) (départs) | mensuels | oct.-09 | 31,0 | -1,2% | 14,0% |
| | | cumulés | oct.-09 | 326,5 | - | 2,9% |
| Trafic maritime de marchandises (Source : Douanes) | Mouvements de navires ⁽¹⁾ | mensuels | sept.-09 | 44 | -18,5% | 0,0% |
| | (Port de Longoni uniquement) | cumulés | sept.-09 | 427 | - | 33,4% |
| | Tonnage débarqué ⁽²⁾ (hydrocarbures compris) | mensuels | déc.-08 | 21 314 | -36,1% | -31,4% |
| | | cumulés | déc.-08 | 350 794 | - | 3,1% |
| BTP (Source : Douanes) | Importations de ciment ⁽³⁾ (en tonnes) | mensuelles | sept.-09 | 16 055 | 62,6% | -52,6% |
| | | cumulées | sept.-09 | 74 404 | - | -25,4% |
| Electricité (Source : EDM) | Nombre d'abonnés (cumul) | | sept.-09 | 34 734 | 1,3% | 4,1% |
| | Consommation (en milliers de Kwh) | mensuelles | sept.-09 | 18 965 | 10,2% | 36,9% |
| | | cumulées | sept.-09 | 146 198 | - | 15,6% |
| Ylang-ylang (Source : Douanes) | Exportations : | | | | | |
| | - volume (en tonnes) | mensuels | sept.-09 | 0,0 | - | -100,0% |
| | | cumulés | sept.-09 | 2,0 | - | -57,9% |
| | - valeur (en milliers d'euros) | mensuelles | sept.-09 | 0,0 | - | - |
| | | cumulées | sept.-09 | 143,6 | - | -66,3% |
| Automobile (Source : SOREFI) | Ventes de véhicules neufs : | | | | | |
| | - nombre de véhicules particuliers | mensuels | nov.-09 | 33 | -40,0% | -74,6% |
| | | cumulés | nov.-09 | 755 | - | -39,3% |
| | - nombre de véhicules utilitaires | mensuels | nov.-09 | 25 | 25,0% | 4,2% |
| | | cumulés | nov.-09 | 173 | - | -29,4% |
| Vanille (Source : Douanes) | Exportations : | | | | | |
| | - volume (en kg) | mensuels | sept.-09 | 0,0 | - | - |
| | | cumulés | sept.-09 | 0,0 | - | - |
| | - valeur (en euros) | mensuelles | sept.-09 | 0,0 | - | - |
| | | cumulées | sept.-09 | 0,0 | - | - |

(1) : Une entrée de navire ou d'avion vaut un mouvement, une sortie vaut également un mouvement

(2) : Y compris transbordements, mais hors poids des conteneurs

(3) : Ciment au sens produits minéraux et produits des industries chimiques dans le Code des douanes

* Les données plus récentes relatives au trafic maritime de marchandises ne sont pas disponibles

ACTIVITES DE L'INSTITUT ET SUIVI DE PLACE

Indicateurs de vulnérabilité des ménages

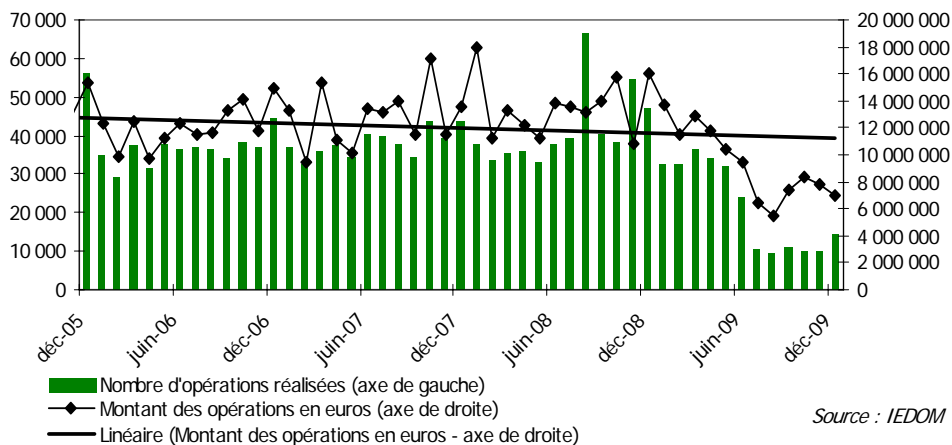
En décembre 2009, le Fichier central des chèques (FCC) de la Banque de France a enregistré 2 incidents de paiement sur chèques (aucun incident enregistré en novembre). Au quatrième trimestre 2009, seuls 4 incidents ont été recensés, soit 97 de moins qu'au 4^{ème} trimestre 2008. Par ailleurs, aucun retrait de carte bancaire n'a été enregistré en décembre, le cumul annuel s'établissant à 23 décisions de retrait. Enfin, l'archipel comptait 29 personnes physiques en interdiction bancaire, soit 9 de moins qu'en décembre 2008.

Surendettement

Aucune déclaration de surendettement n'a été déposée auprès de la commission d'examen des situations de surendettement de Saint-Pierre-et-Miquelon depuis le début de l'année 2009. Aucun dossier n'avait été déposé en 2008. Pour mémoire, le premier dossier de surendettement date de mars 2002. Depuis l'origine, seuls 33 dossiers ont été soumis à la commission.

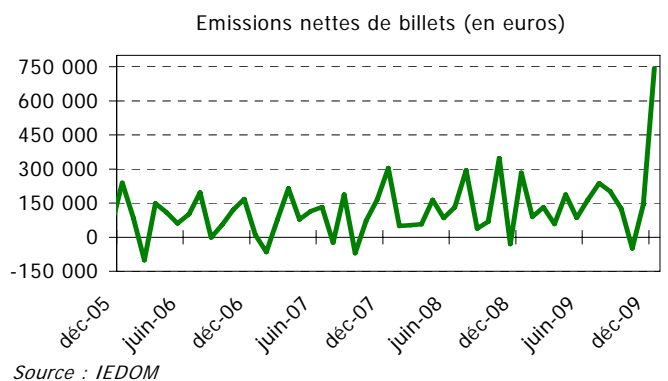
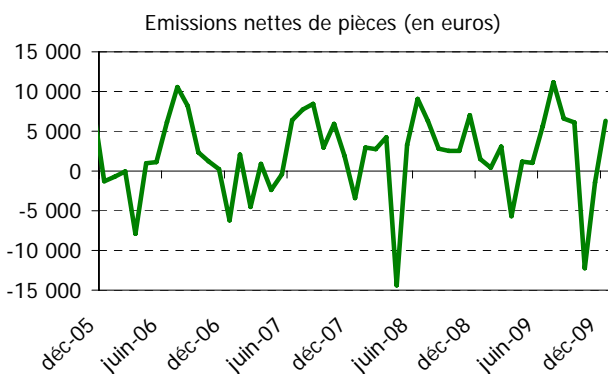
Recul de la valeur et du volume des opérations de compensation

Au quatrième trimestre 2009, la valeur des opérations de compensation (23,161 millions d'euros) a fléchi de 45,5 % par rapport à la même période en 2008. Le nombre d'opérations réalisées (34 937) est également en repli (- 75,0 %) en raison notamment de la diminution du nombre de participants à la compensation liée à la fusion des deux principaux établissements de crédit – Banque des Iles et Crédit Saint-Pierrais – début juin.



Circulation fiduciaire

Fin décembre 2009, les émissions nettes cumulées de billets (pré-alimentation de décembre 2001 comprise) s'élevaient à 12,835 millions d'euros (pour un volume de 336 577 billets), en progression de 19,8 % sur un an. Pour leur part, les émissions nettes cumulées de pièces (pré-alimentation comprise) s'établissaient à 0,401 million d'euros (pour un volume de 2,230 millions de pièces), en progression de 5,9 % en glissement annuel.



BREVES ECONOMIQUES ET FINANCIERES

Réouverture de l'usine SPM Seafood International

Ses travaux de rénovation achevés, la principale usine de transformation de poisson, SPM Seafood International, a repris son activité le 23 novembre à l'occasion du premier débarquement à Saint-Pierre du navire canadien le « Cape Fortune ».

Quotas ICCAT

Lors de la 21ème session de l'ICCAT, qui s'est tenue au Brésil fin novembre, le conseil scientifique a préconisé des réductions de quotas nécessaires à la préservation des thonidés. Toutefois, ces mesures n'ont pas eu de conséquences sur les quotas de Saint-Pierre-et-Miquelon qui ont été reconduits pour 2010 : 200 tonnes de germon et 60 tonnes d'espadon.

Commande publique dans le BTP

La réunion de l'observatoire du BTP du 19 novembre dernier a été l'occasion de présenter le bilan de la programmation 2009. Sur 26,9 millions d'euros de travaux programmés, l'exécution des travaux a été estimée à 18,8 millions d'euros à fin décembre.

Nomination d'un nouveau préfet

M. Jean-Régis Borius, qui était Sous-Préfet de Dunkerque, a été nommé Préfet de Saint-Pierre-et-Miquelon en conseil des Ministres le 28 octobre 2009. Il succède à M. Jean-Pierre Berçot qui était arrivé dans l'archipel en septembre 2008.

Desserte maritime en passagers

Afin d'assurer la desserte maritime en passagers, le Conseil territorial envisage de se doter d'un bateau de type ferry dont la construction durerait deux ans. En attendant l'aboutissement de ce projet, le Conseil territorial a fait l'acquisition du « Locmaria », un catamaran de 40 mètres pouvant accueillir 376 passagers, qui était exploité par le Conseil général du Morbihan.

Desserte maritime en fret

Lors de la visioconférence du 2 novembre 2009, sur le transport maritime international en fret, il a été convenu que M. Richard Samuel, Délégué Général à l'Outre Mer, proposerait à Mme Marie-Luce Penchard, Ministre chargée de l'Outre-mer, de lancer un appel public à la concurrence pour les prestations amont et aval du transport de fret. L'État a confirmé que le contrat signé avec la société TSI pour la desserte internationale ne serait pas remis en cause.

Arrivée d'un nouvel avion

Le nouvel ATR 42-500, acquis par la SAEMI (Société Anonyme d'Economie Mixte Aéronautique des Iles), est arrivé le 15 octobre 2009 pour remplacer l'ATR 42-320 qui assurait les liaisons aériennes depuis 1994. Ce nouvel avion permet de réduire la durée des vols internationaux.

Coopération régionale

Le 20 octobre 2009, l'archipel a accueilli la 11ème commission mixte de coopération régionale entre le Canada Atlantique et Saint-Pierre-et-Miquelon. Cette rencontre a été co-présidée par le Préfet M. Jean-Pierre Berçot et M. Michel Têtu, Directeur général « Commerce et investissement » à l'Agence de Promotion Economique du Canada Atlantique (APECA). La délégation française a été conduite par Mme Élisabeth Béton-Délègue, Directrice des Amériques et des Caraïbes pour le Ministère des Affaires Étrangères et Européennes. Les débats ont porté sur le tourisme, la sécurité, la culture, l'éducation, la santé, l'aquaculture, l'agriculture et l'environnement.

Evolution du dollar canadien

Après avoir stagné à un niveau relativement faible au premier trimestre (0,6169 EUR/CAD en moyenne), la devise canadienne s'est modérément appréciée au cours de l'année, le cours moyen du dollar canadien a augmenté de 0,60 % au 4^{ème} trimestre (après + 1,18 % au 3^{ème} trimestre et + 2,06 % au 2^{ème} trimestre). Au 31 décembre 2009, le taux s'établissait à 0,6610 EUR/CAD. Le cours moyen du dollar canadien a progressé de 1,9 % par rapport au quatrième trimestre 2008.



Source : banque-france.fr

| LES INDICATEURS DE REFERENCE | | Données brutes | Δ % trimestre précédent | Glissement annuel |
|---|---|----------------|-------------------------|---|
| Prix (Source : Préfecture) | Prix à la consommation (hors tabac) – 3 ^{ème} trimestre 2009 (Indice base 100 : décembre 2002) | 124,22 | + 0,23 % | - 1,88 % <i>par rapport à septembre 2008</i> |
| | | Données brutes | Δ % mois précédent | Glissement annuel |
| Emploi (Source : DTEFP) | Nombre de demandeurs d'emploi (catégorie 1) Novembre 2009 : | 187 | + 9,4 % | - 7,0 % |
| | Nombre de demandeurs d'emplois en fin de mois indemnisés Novembre 2009 : | 156 | + 0,0 % | + 10,6 % |
| RMI (Source : CAF) | Nombre de bénéficiaires - fin novembre 2009 : | 26 | -7,1 % | - 7,1 % |
| | Cumul 2009 des prestations nettes versées (en euros) | 143 199,7 | - | - 7,6 % |
| Commerce extérieur (mouvements réels + mouvements d'entrepôt) (Source : Douanes) | Importations (milliers d'euros) Novembre 2009 : | 7 038 | + 36,1 % | + 25,9 % |
| | Cumul annuel : | 54 495 | - | - 10,9 % |
| | Exportations (milliers d'euros) Novembre 2009 : | 63 | - 37,6 % | - 79,4 % |
| | Cumul annuel : | 3 684 | - | - 41,2 % |
| | Déficit commercial (milliers d'euros) Novembre 2009 : | 6 975 | + 37,6 % | + 32,1 % |
| | Cumul annuel : | 50 811 | - | - 7,4 % |

| LES SECTEURS D'ACTIVITE | | Données brutes | Δ % mois précédent | Glissement annuel | |
|---|---|---|--------------------|----------------------|----------------------|
| Pêche industrielle (Source : Affaires maritimes) | Débarquements (en tonnes) Campagne 2009/2010 (de fin octobre à fin février) | n.d. | n.d. | n.d. | |
| | Pêche artisanale (Source : Affaires maritimes) | Débarquements (en tonnes) Début de la saison : Avril 2009 Septembre 2009 : | 208,5 | 113,1 % | - 32,2 % |
| Trafic aéroportuaire Aéroport de Saint-Pierre (Source : Aviation civile) | Nombre de passagers (arrivées + départs) Décembre 2009 : Cumul annuel : | 3 591 39 566 | - 8,9 % - | + 50,1 % + 32,1 % | |
| | Mouvements d'avions Décembre 2009 : Cumul annuel : | 238 3 123 | - 35,3 % - | + 20,8 % + 24,4 % | |
| | Fret et envois postaux (en tonnes) Décembre 2009 : Cumul annuel : | 23,996 199,428 | + 20,8 % - | + 2,7 % + 2,2 % | |
| | Trafic portuaire Port de Saint-Pierre (Source : Capitainerie du Port) | Mouvements de navires Octobre 2009 : Cumul annuel : | 64 700 | - 34,0 % - | - 11,1 % - 16,2 % |
| | | Fret (en tonnes) Octobre 2009 Cumul annuel : | 4 256 23 442 | + 167,3 % - | - 7,4 % - 4,4 % |

Taux directeurs de la Banque centrale européenne

| | taux | date d'effet |
|--|-------|--------------|
| Taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement de l'Eurosystème | 1,00% | 13/05/2009 |
| Taux de la facilité de prêt marginal | 1,75% | 13/05/2009 |
| Taux de la facilité de dépôt | 0,25% | 08/04/2009 |

| Taux d'intérêt légal | | | | Taux de l'épargne réglementée (depuis le 01/08/09) | | | | |
|----------------------|------|-------|----------------|--|-------|-------|-------|-------|
| ANNEE | 2009 | 3,79% | JO du 11/02/09 | Livret A et bleu | LDD | LEP | PEL* | CEL* |
| ANNEE | 2008 | 3,99% | JO du 23/02/08 | 1,25% | 1,25% | 1,75% | 2,50% | 0,75% |

* hors prime d'Etat

| Taux moyen monétaire mensuel (Tempé moyen mensuel) | | | | TIBEUR décembre 2009 | | | |
|--|---------|----------|----------|----------------------|---------|---------|---------|
| Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | 1 mois | 3 mois | 6 mois | 1 an |
| 0,3584% | 0,3564% | 0,3585% | 0,3476% | 0,4790% | 0,7120% | 0,9950% | 1,2420% |

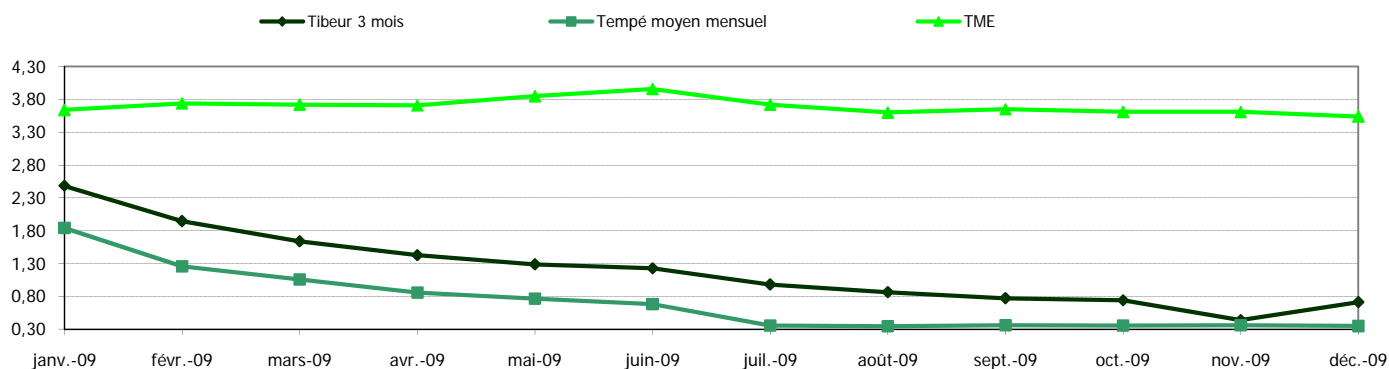
| Taux moyen mensuel des emprunts d'Etat à long terme (TME) | | | | Taux moyen mensuel des obligations d'Etat (TMO) | | | |
|---|---------|----------|----------|---|---------|----------|----------|
| Septembre | Octobre | Novembre | Décembre | septembre | Octobre | Novembre | Décembre |
| 3,65% | 3,61% | 3,61% | 3,54% | 3,85% | 3,85% | 3,81% | 3,74% |

Taux de l'usure (applicable à partir du premier trimestre 2010)

| Crédits aux particuliers | | Seuils de l'usure | Crédits aux entreprises | | Seuils de l'usure |
|--|--|-------------------|--------------------------|--|-------------------|
| Prêts immobiliers | | | | | |
| Prêts à taux fixe | | 6,57% | | | |
| Prêts à taux variable | | 5,92% | | | |
| Prêts relais | | 6,40% | | | |
| Autres prêts | | | | | |
| Prêts d'un montant < ou = à 1524 € | | 21,45% | | | |
| Découverts en compte, prêts permanents et financement d'achats ou de ventes à tempérament d'un montant > à 1524 € et prêts viagers hypothécaires | | 19,71% | Découverts en compte (1) | | 13,21% |
| Prêts personnels et autres prêts d'un montant > à 1524 € | | 8,88% | | | |

(1) Ces taux ne comprennent pas les éventuelles commissions sur le plus fort découvert du mois

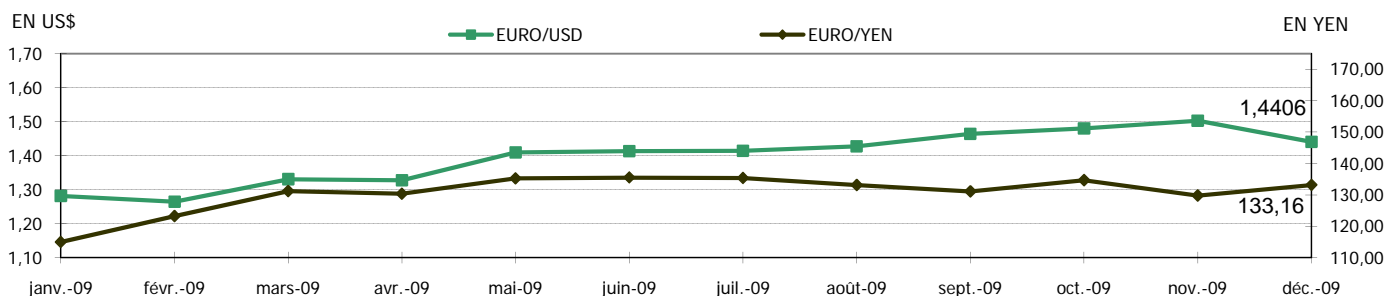
Taux des marchés monétaires et obligataires



Taux de change (dernier cours fin de mois)

| | | | | | |
|----------------------------|----------|---------------------------|---------|------------------------------|-----------|
| EURO/USD (Etats-Unis) | 1,4406 | EURO/ZAR (Afrique du sud) | 10,6660 | EURO/SRD (Surinam) | 3,95780 |
| EURO/JPY (Japon) | 133,1600 | EURO/BWP (Botswana) | 9,63470 | EURO/ANG (Ant. Néerl.) | 2,58090 |
| EURO/CAD (Canada) | 1,5128 | EURO/SCR (Seychelles) | 16,1179 | EURO/DOP (Rép. Dom.) | 52,2012 |
| EURO/GBP (Grande-Bretagne) | 0,88810 | EURO/MUR (Maurice) | 43,8000 | EURO/BBD (La Barbade) | 2,88360 |
| EURO/SGD (Singapour) | 2,0194 | EURO/BRL (Brésil) | 2,5113 | EURO/TTD (Trinité et Tobago) | 9,17890 |
| EURO/HKD (Hong-Kong) | 11,1709 | EURO/VEF (Vénézuéla) | 3,09610 | EURO/XPF (COM Pacifique) | 119,33170 |
| EURO/MGA (Madagascar) | 2825,99 | EURO/XCD (Dominique) | 3,8929 | EURO/FC (Comores) | 491,96775 |

Evolution de l'euro sur 12 mois (dernier cours fin de mois)



Taux de conversion irrévocables pour les 16 pays de la zone euro

| | | | | |
|----------|-------------|--------------|-------------|-------------|
| 1 EURO = | 40,3399 BEF | 6,55957 FRF | 40,3399 LUF | 200,482 PTE |
| | 1,95583 DEM | 0,787564 IEP | 2,20371 NLG | 5,94573 FIM |
| | 166,386 ESP | 1936,27 ITL | 13,7603 ATS | 340,750 GRD |
| | 239,640 SIT | 0,585274 CYP | 0429300 MTL | 30,1260 SKK |